

Algérie/Politique

Les manifestants refusent l'appel au dialogue du pouvoir

AFP
Alger/Algérie

"Gaïd Salah dégage", "le peuple et l'armée sont frères mais Gaïd Salah est avec les traîtres", ont-ils scandé.

UNE foule immense a défilé dans les rues d'Alger malgré la chaleur et un important dispositif policier, lors du 20e vendredi de manifestations contre le pouvoir, jour crucial pour les deux camps après une proposition de sortie de crise du président par intérim.

Criant "Partez, libérez l'Algérie", les manifestants à Alger ont forcé un cordon de policiers, munis de casques et de boucliers et postés à quelques mètres de l'esplanade de la Grande poste, bâtiment emblématique des rassemblements, a constaté un journaliste de l'AFP. Des témoins ont rapporté une dizaine d'arrestations parmi les manifestants.

Les slogans ont à nouveau ciblé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, qui détient selon la contestation et des observateurs le pouvoir réel depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika le 2 avril.

"Gaïd Salah dégage", "le peuple et l'armée sont frères mais Gaïd Salah est avec les traîtres", ont scandé les manifestants à l'adresse de celui qui a maintes fois refusé leurs revendications. Pari tenu pour le célèbre avocat et défenseur des droits humains Mustapha Bouchachi, le diplomate et



La foule, immense, de manifestants dans les rues d'Alger hier. Pas question pour elle de répondre favorablement à l'appel au dialogue lancé par le pouvoir.

ex-ministre Abdelaziz Rahabi et d'autres personnalités qui avaient appelé à des manifestations "massives": les rues du centre d'Alger sont noires de monde depuis la fin de la prière hebdomadaire musulmane. Au son d'hymnes à la gloire des martyrs de la guerre d'indépendance dont le pays célébrait hier le 57e anniversaire, les Algériens ont répondu à leur appel pour faire du 5 juillet "la concrétisation de la libération de l'Homme, après la libération de la patrie" du pouvoir colonial français. Depuis la démission de M. Bouteflika sous la pression de la rue et de l'armée, la contestation refuse que le "système" en place organise la présidentielle et réclame au préalable le départ de tous les anciens soutiens de l'ex-président, resté près de 20 ans au pouvoir. Mercredi, le président par intérim Abdelkader Bensalah a proposé la création

d'une instance de dialogue pour organiser une présidentielle et promis que l'Etat et l'armée ne s'y impliqueraient pas. "Ou c'est vous (le pouvoir) ou c'est nous, on ne s'arrêtera pas", ont crié les manifestants, rejetant à nouveau la feuille de route du pouvoir.

"MÊMES PROPOSITIONS" • "Ils (le pouvoir) sont en train de reformuler les mêmes propositions. Leur seul objectif est de maintenir le système en place. Donc pas de dialogue dans ces conditions", a lancé une manifestante de 28 ans, Linda Hamrouche. Un premier appel au dialogue, lancé début juin par M. Bensalah et limité à la classe politique, avait aussi reçu une fin de non-recevoir de la contestation. La présidentielle, prévue le 4 juillet et rejetée par les manifestants, a été annulée faute de candidat.

Alors que le délai de 90 jours prévu par la Constitution pour l'intérim expire théoriquement le 9 juillet, M. Bensalah a dit qu'il resterait à son poste jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Selon le site indépendant Tout sur l'Algérie, le nouvel appel risque d'être rejeté "si les autorités ne s'empressent pas d'annoncer des mesures concrètes d'apaisement".

Partis d'opposition, société civile et observateurs attendent de voir comment cette proposition sera concrétisée car aucun nom n'a été avancé pour le dialogue. Ali, 47 ans, compte manifester "jusqu'à l'élection d'un président légitime". "On a réalisé un grand objectif: Bensalah ne conduira pas le dialogue, il est "out" même s'il reste en poste."

"LIBEREZ LES DETENUS" • Ce samedi, des

partis politiques, des représentants de la société civile et des personnalités doivent tenir une réunion intitulée "assises nationales du dialogue".

Cette initiative "vise à mettre en place des mécanismes pour sortir de la crise et aller, dans des délais raisonnables, vers l'organisation" d'une présidentielle, a déclaré l'ex-ministre M. Rahabi.

Une autre revendication de la contestation est l'arrêt des arrestations, dénoncées par Amnesty International.

Des dizaines de manifestants ont rejoint hier le rassemblement avec des tee-shirts sur lesquels était écrit "Libérez Bouregaâ", en référence au célèbre vétéran de la guerre d'indépendance et opposant, incarcéré dimanche notamment pour "atteinte au moral des troupes".

"Quand on arrive à mettre en prison un héros de la guerre quelques jours avant (l'anniversaire de) l'indépendance, c'est qu'il ne reste plus rien à espérer de ce pouvoir", estime Lila Bouregaâ, une nièce de l'ancien combattant.

Les protestataires ont également appelé à libérer les personnes emprisonnées pour avoir brandi le drapeau berbère, interdit par M. Gaïd Salah.

• L'ex-chef de la police en prison. L'ancien chef de la police algérienne, Abdelghani Hamel, limogé en juin 2018, a été placé en détention préventive dans la nuit de jeudi à hier après avoir été inculpé pour "détournement de foncier et enrichissement illicite", a annoncé la télévision nationale.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Présidentielle.** Biden surpris des critiques de sa rivale Harris lors du débat démocrate



Photo : AFP/ L'Union

Le candidat à la Maison Blanche Joe Biden s'est dit hier surpris par les critiques de sa rivale Kamala Harris sur ses positions passées sur la ségrégation raciale, lors du premier débat démocrate qui a marqué sa chute dans les sondages.

• **Iran/Nucléaire.** L'AIEA convoque une réunion d'urgence

Une réunion extraordinaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se tiendra le 10 juillet sur demande des Etats-Unis pour faire le point sur les dérogations à l'accord nucléaire de 2015 annoncées par l'Iran, a indiqué hier à l'AFP un porte-parole de l'agence onusienne.

• **Italie/Migrants.** Les ONG décidées à défier Salvini

Confortés par la libération de la capitaine du Sea-Watch, les navires humanitaires sont de retour au large de la Libye, apparemment bien décidés à défier la politique de fermeté de Matteo Salvini. Jeudi après-midi, l'Alex, un voilier de 18 mètres affrété par le collectif italien de gauche et d'extrême gauche Mediterranea, a secouru 54 migrants en difficulté à bord d'un canot pneumatique.

• **Turquie/Explosion.** Trois Syriens tués, "un acte terroriste"

L'explosion d'une voiture en Turquie près de la frontière avec la Syrie, qui a tué hier trois Syriens, est "sans doute un acte terroriste", a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan. "Il est clair qu'il y avait une bombe dans la voiture", a-t-il ajouté.

• **Venezuela/Crise.** L'Onu dénonce l'"érosion" de l'Etat de droit



Photo : AFP/ L'Union

La Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a dénoncé hier devant le Conseil des droits de l'homme l'"érosion de l'Etat de droit" au Venezuela, mais aussi les sanctions internationales qui aggravent la crise.

Centrafrique/Conformément à l'accord de paix

167 combattants désarment dans l'ouest

AFP
Bangui/Centrafrique

PLUS de 160 combattants d'un groupe armé signataire de l'accord de paix en Centrafrique ont déposé leurs armes dans le village de Beloko, situé dans l'ouest du pays, non loin de la frontière avec le Cameroun, a annoncé hier le ministre délégué au Désarmement, Noël Bienvenu Selesson.

Cette opération de désarmement, qui a eu lieu mardi et mercredi, est la deuxième menée depuis le lancement du projet Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), en

décembre 2018.

"Le gouvernement lance un appel aux autres groupes armés qui hésitent à leur emboîter le pas", a déclaré M. Selesson. "D'ici décembre, nous pourrions déclarer la fin du désarmement, à condition que les groupes armés jouent le jeu".

Cette opération de désarmement concerne le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC), le groupe armé dirigé par Abdoulaye Miskine, qui occupe notamment les abords de la route nationale 3, le principal axe pour le ravitaillement du pays via le Cameroun.

Miskine (également connu sous le nom de Martin

Koumtamadji) est devenu ministre dans le nouveau gouvernement, issu de l'accord de paix, en charge de la modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public. Le 5 avril, la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) avait lancé une opération contre le FDPC, qui avait érigé des barrières sur cet axe vital pour l'économie du pays enclavé, tuant trois combattants du groupe. Fort de 600 membres environ, le FDPC est toutefois considéré comme un groupe d'envergure mineure.

A ce jour, seuls le FDPC, le mouvement 3R et certains groupes antibalaka ont ef-

fectivement désarmé certains de leurs miliciens.

Les principaux groupes armés du pays, pourtant signataires de l'accord de paix de Khartoum, dont le FRPC et l'UPC, n'ont encore démobilisé aucun de leurs soldats.

Par ailleurs, la nature des armes restituées n'est pas toujours en conformité avec les règles du DDR. "Le DDR se fait avec des armes de guerre. Les armes de fabrication artisanale, ce n'est pas le DDR", a précisé M. Selesson.

Financé à hauteur de 30 millions de dollars (17,7 milliards de francs) par la Banque mondiale, le DDR prévoit de démobiliser 9 000 combattants à travers

le pays.

La Centrafrique, pays de 4,5 millions d'habitants classé parmi les plus miséreux au monde, a basculé dans la violence et le chaos en 2013, après le renversement du président François Bozizé par la rébellion Séléka.

Dans ce pays où l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire national, les groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle des ressources, notamment les diamants, l'or et le bétail. L'accord de paix de Khartoum signé en février dernier entre 14 groupes armés et le gouvernement est le huitième conclu depuis 2013.